

# CONGRES DE SFERES

Société française d'études russes et est-européennes en sciences sociales

## 1989 A L'EST : ENTRE ORDRE ET SUBVERSION

organisé avec le soutien du CERCEC (Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen - EHESS, CNRS), de l'ISP (Institut des sciences sociales du politique - Université Paris Nanterre, Université Paris Saclay, CNRS), du CEFR (Centre d'études franco-russe – CNRS, MAEE), du CERI (Centre de recherches internationales - Sciences Po, CNRS), de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* et de *Pipps.org*

### APPEL A COMMUNICATIONS

Les événements politiques qui se sont déroulés dans l'Est de l'Europe autour de l'année 1989 ont constitué l'un des plus grands bouleversements qu'ait connus le continent européen depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et l'avènement de la Guerre froide. Le congrès se propose de revenir sur ces processus qui ont entraîné la désintégration des régimes communistes dans les pays d'Europe centrale et orientale, des Balkans et en URSS. Elle apparaît comme le produit de mobilisations complexes qui ont pris appui sur des formes d'actions nouvelles et franchi les frontières politiques les plus instituées au sein des régimes soviétisés : entre « dissidence » et appartenance à la sphère officielle, entre action politique « conventionnelle » et mobilisation de rue, entre espaces nationaux. Au cours de cette période, les répertoires d'actions, les attaches institutionnelles, les préférences idéologiques et les identités des acteurs, y compris des plus officiels, se sont profondément modifiés. Les modes de contestation sont passés d'une subversion autolimitée des institutions en place, laquelle a pu s'accompagner de formes de collaboration avec le régime, à des oppositions frontales beaucoup plus nettes et radicales. Ces mêmes oppositions ont été menées par des acteurs souvent intégrés au système, selon des rythmes et des modalités à la fois propres à chaque pays (et, en URSS, à chaque République), peut-être même à chaque sphère sociale, et corrélées à des phénomènes de circulation entre ces espaces. Tout se passe donc comme si la matière même des événements liés à 1989 avait résidé dans un brouillage des repères routiniers de l'*ordre* et de la *subversion* du « système ».

En dépit du nombre considérable de recherches consacrées à la « chute du communisme », on dispose de peu de travaux revenant de façon systématique sur ces transformations *en train de se faire*, prenant en compte l'ensemble du champ social et le foisonnement qui l'a gagné depuis la deuxième moitié des années 1980. Le congrès entend les explorer en montrant leur hétérogénéité dans les différents pays et en dépassant les catégories d'analyse binaires héritées de la transitologie : pouvoir/opposition, conservateurs/réformateurs, autoritarisme/démocratie, planification/capitalisme, etc. Mettre en évidence la complexité de ces processus et les anticipations stratégiques qu'ils ont suscitées au moment de leur déroulement incite à avoir une lecture des événements la plus attentive possible aux pratiques des acteurs des différentes sphères sociales et à la manière dont les transformations des relations et des interdépendances entre ces secteurs ont affecté les pratiques. Les matériaux empiriques, qu'ils soient nouveaux ou déjà connus, peuvent ainsi être interrogés ou revisités à la lumière de ces exigences méthodologiques. Comment les institutions et acteurs de l'ordre existant se sont-ils adaptés ou ont-ils été écartés ? Comment les recompositions du système à partir d'éléments du

passé ont-elles refaçonné les pratiques des acteurs ? Quelles nouvelles formes et configurations de compétition se sont imposées ? Comment les anciennes élites ont-elles commencé leur reconversion et de nouvelles ont émergé ? Comment appréhender le rôle joué par les acteurs « d'en bas » ou ceux situés à la périphérie des élites ?

Nous invitons les personnes souhaitant participer au congrès à proposer des communications autour des thèmes suivants :

## **1. LES NOUVELLES FORMES D'ACTION POLITIQUE**

Comment, par le détournement d'anciennes formes de mobilisation ou l'invention de nouvelles par les oppositions, un nouveau répertoire d'actions collectives a-t-il émergé (manifestations de rue, campagnes électorales, tables rondes, clubs, partis, « fronts nationaux » ou « populaires », chaîne du Pacte germano-soviétique dans les pays baltes, funérailles d'Imre Nagy en Hongrie, etc.) ? Comment ces nouveaux répertoires ont-ils parfois été réappropriés par les acteurs des « appareils », contribuant ainsi à leur légitimation ou au contraire à leur disqualification ? Par quelles modalités et quels acteurs ces nouvelles formes d'action ont-elles circulé entre les pays de la zone concernée ? Comment les mobilisations ont-elles produit de nouveaux usages des catégories politiques (droite/gauche par exemple) et des types inédits d'hybridations (« libéral-socialisme », « rouges-bruns », mouvements théocratique-démocratiques...) ? On pourra par exemple s'attarder sur les modèles puisés par les acteurs auprès des démocraties occidentales. Comment les groupes hors élites ou les groupes « populaires » sont-ils intervenus dans le jeu politique et comment les élites y ont-elles réagi ? Peut-on limiter le regard, comme dans la transitologie classique, aux manifestations de rue, ou faut-il s'intéresser aux logiques de représentation politique visant à produire un soutien « démocratique » aux transformations ou à l'inverse à désarmer les mobilisations dont l'éclosion privait potentiellement les « réformateurs » de leur légitimité d'acteurs clés de la « démocratisation » ?

## **2. LES RECONFIGURATIONS DE L'ÉTAT, DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES PARTIS DIRIGEANTS**

Par quels processus ces institutions se sont-elles fragmentées ? Quelles ressources ont permis aux acteurs de se distinguer et de s'emparer de morceaux d'anciennes institutions pour y faire apparaître des concurrences internes dans les différents secteurs (parti dirigeant, administrations centrales ou régionales – dans le cas de l'URSS, celles des Républiques soviétiques et des régions au sein des républiques –, services sociaux, enseignement, institutions culturelles...) ?

## **3. LA CIRCULATION DE L'INFORMATION AU SEIN DES APPAREILS DE POUVOIR**

Comment les circuits d'information internes à l'État et au parti dirigeant se sont-ils transformés ? Comment leurs « hautes sphères » (bureau politique, ministères...) sont-elles parvenues à suivre les processus en cours dans la société ? Comment, dans les États fédéraux, le Centre s'est-il informé de ce qui se passait dans les Républiques, dont certaines commençaient à revendiquer leur autonomie ? Comment les pratiques de surveillance mises en œuvre par les services de sécurité ont-elles évolué ? Quel a été le rôle de l'émergence, depuis la fin des années 1970, des sondages d'opinion dans les représentations de la « société » par le pouvoir ?

#### **4. LA TRANSFORMATION DE LA SPHERE MEDIATIQUE**

Comment les médias publics se sont-ils redéfinis pour s'inscrire dans ce qui apparaissait de plus en plus comme une refonte du système soviétique et dans les bouleversements politiques et économiques de leur secteur, par exemple avec l'apparition de médias alternatifs (sphère dite « hors censure » dans les années 1980, puis libéralisation des médias à la fin de la décennie) ? Comment ces derniers sont-ils parvenus à s'imposer dans le paysage ? Quelles ont été les trajectoires des journalistes dans un environnement aussi incertain ? Quelle a été l'influence des médias étrangers dans ces recompositions ?

#### **5. LES NOUVELLES PRATIQUES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE SECURITE**

Comment les autorités ont-elles encadré les nouvelles formes de mobilisations politiques (manifestations, mouvements d'opposition...) par la négociation, par des changements dans les techniques de répression, de surveillance et de maintien de l'ordre ? Quels nouveaux usages ont été faits de la justice, de la police et de l'armée ? Certains modèles de répression et de maintien de l'ordre ont-ils circulé entre les différents pays de la région ? Comment les institutions chargées du maintien de l'ordre ont-elles transformé leurs relations aux autres secteurs sociaux ?

#### **6. LES RECOMPOSITIONS DU MONDE ECONOMIQUE**

Comment les entreprises d'Etat se sont-elles fragmentées (apparition de « coopératives » en leur sein) ? Comment les élites anciennes et celles qui commençaient à émerger se sont-elles emparées de la propriété publique et trouve-t-on, pour revisiter ces enjeux, des signes de transferts organisés de politique publique d'un pays à l'autre ? Quel a été, par exemple, le rôle du « laboratoire » hongrois de libéralisation ? A partir de quoi s'est créée la propriété privée avant les privatisations ? Comment les circuits d'approvisionnement de biens ont-ils été affectés ? Quelles pratiques se sont développées face aux pénuries ? Qu'est devenu le marché « second » (trafic de biens, de services, de devises) ? Comment les acteurs étrangers ont-ils vu se modifier leurs conditions d'accès aux différents espaces économiques ?

#### **7. CIRCULATIONS INTERNATIONALES, DIPLOMATIE ET POLITIQUE EXTERIEURE**

Quels ont été les pactes, alliances, relations bilatérales, échanges d'informations et de pratiques entre les États, entre les ministères, entre les partis dirigeants et entre les mouvements protestataires de la région ? Comment l'arrivée des fondations, organisations et investisseurs internationaux a-t-elle affecté les jeux internes dans les différentes sphères sociales ? Quels rôles les différentes diasporas ont-elles joués ? Quels ont été les effets d'un événement concomitant dans le monde communiste et aussi marquant pour les acteurs des transformations à l'Est de l'Europe que les manifestations de la place Tiananmen et leur répression ?

#### **8. SCIENCES SOCIALES, ARTS ET CULTURE ENTRE ORDRE ET SUBVERSION**

Quel a été le rôle des arts et des sciences sociales dans les processus de subversion ? Comment les artistes ont-ils su profiter des bouleversements politiques pour financer leurs œuvres auprès d'institutions politiques et donner voix à la contestation ? Comment des événements nationaux et internationaux, tels les festivals de cinéma, de musique, de théâtre, les expositions, les publications d'ouvrages ou les grandes manifestations sportives, ont été à la fois événements de

subversion et d'ordre ? Quels effets sur les façons de faire les sciences sociales et les interprétations du passé ont eues l'ouverture de nouvelles sources (archives, sources orales, témoignages, œuvres littéraires sur les périodes antérieures...) et un accès plus large aux travaux occidentaux ?

## MODALITES

Les propositions de communications en français ou en anglais de 1000 mots maximum sont à envoyer à l'adresse [sferes@cnrs.fr](mailto:sferes@cnrs.fr)

La participation en tant qu'intervenant nécessite d'adhérer à l'association SFERES (15€ pour les chercheurs, enseignants-chercheurs en poste et post-doctorants, 5 € pour les doctorants).

## CALENDRIER

Date limite d'envoi des propositions : **1<sup>er</sup> décembre 2018.**

Sélection des propositions : **15 janvier 2019.**

Date limite d'envoi des communications : **1<sup>er</sup> septembre 2019.**

Date et lieu du Congrès : **octobre 2019 à Paris.**

## COMITE DE COORDINATION SCIENTIFIQUE

Paul Bauer (Université Charles, Prague, CEFRES), Pascal Bonnard (Université Jean Monnet de Saint-Etienne, TRIANGLE), Gabrielle Chomentowski (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, CHCSC), Françoise Daucé (EHESS, CERCEC), Gilles Favarel-Garrigues (CNRS, CERI), Catherine Gousseff (CNRS, CERCEC), Pascal Grouiez (Université Paris Diderot, LADYSS), Anne Le Huérou (Université Paris Nanterre, ISP), Georges Mink (CNRS, ISP), Laure Neumayer (Université Paris 1, CESSP), Cédric Pellen (Université de Strasbourg, SAGE), Kathy Rousselet (Sciences Po, CERI), Silvia Serrano (Université Paris Sorbonne, Eur'Orbem), Carole Sigman (CNRS, ISP), Ioulia Shukan (Université Paris Nanterre, ISP), Yaroslav Startsev (Académie de l'économie nationale et de la fonction publique de Russie), Julien Thorez (CNRS, Mondes iranien et indien), Frédéric Zalewski (Université Paris Nanterre, ISP), Amélie Zima (Sciences Po).

## COMITE DE PARRAINAGE

Vincent Bénet (CEFR-Moscou, INALCO), Alain Blum (EHESS, CERCEC, INED), Bernard Chavance (Université Paris Diderot, LADYSS), Dominique Colas (Sciences Po, CERI), Dorota Dakowska (Université Lumière Lyon-2, TRIANGLE), Michel Dobry (Université Paris 1, CESSP), Timothy Garton Ash (University of Oxford, St Antony's College), Vladimir Gel'man (University of Helsinki, Université européenne de St-Petersbourg), Graeme Gill (University of Sydney), Jérôme Heurtaux (CEFRES-Prague, Université Paris Dauphine), David Lane (University of Cambridge), Mark-David Mandel (Université du Québec à Montréal), Marie-Claude Maurel (EHESS, CERCEC), Andrzej Paczkowski (Académie des Sciences de Pologne, Collegium Civitas).